Le Fidjien fou avec le singe et autres histoires à propos d'une petite île près de Port Moresby (Papouasie Nouvelle-Guinée)

Michael Goddard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/959>

DOI : 10.4000/jso.959

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 237-247

ISBN : 978-2-85430-010-9

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Michael Goddard, « Le Fidjien fou avec le singe et autres histoires à propos d'une petite île près de Port Moresby (Papouasie Nouvelle-Guinée) », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 125 | Année 2007-2, mis en ligne le 01 décembre 2010, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/959> ; DOI : 10.4000/jso.959

Le Fidjien fou avec le singe et autres histoires à propos d'une petite île près de Port Moresby (Papouasie Nouvelle-Guinée)

par

Michael GODDARD*

RÉSUMÉ

Pendant les premières années de l'administration coloniale, les Britanniques et, plus tard, les Australiens, avaient pour politique de ne pas enlever de terres aux habitants de la Papouasie Nouvelle-Guinée sans leur accord. Par exemple, dans la région où se trouve actuellement la capitale, Port Moresby, ils négocièrent avec les propriétaires fonciers locaux, les Motu-Koita, l'achat de terres et s'assurèrent également que certaines terres étaient « à l'abandon et inoccupées » et qu'ils pouvaient donc se les approprier sans paiement. Comprise dans cette dernière catégorie, il y avait l'île de Daugo, un affleurement corallien au large du port de Port Moresby, que les Britanniques acquirent en 1889. Dans les années 1960, après la création d'un Land Titles Commission (Commission pour les droits fonciers), plusieurs groupes locaux revendiquèrent chacun la propriété coutumière de cette île autrefois « à l'abandon et inoccupée ». Après une longue bataille judiciaire, il fut jugé que les habitants de Tatana, une petite île dans la baie, en étaient les propriétaires. Les tactiques des demandeurs et les critères d'évaluation appliqués par les tribunaux fournissent un aperçu des changements dans la légitimation de revendications foncières sous la rubrique de la coutume.

MOTS-CLÉS : droits fonciers, mythopoiesis, « coutume », loi, propriété

ABSTRACT

In the early years of colonial rule the British, and later the Australians, adhered to a policy that they would not take land from Papua New Guineans against their will. For example, in the area where the capital city, Port Moresby, now stands, they negotiated with the local landholders, the Motu-Koita, to buy land, and also ascertained that some land was « waste and vacant » and could therefore be appropriated without payment. Included in the latter category was Daugo Island, a coral outcrop outside Port Moresby's harbour, which the British acquired in 1889. In the 1960s, after a Land Titles Commission was established, a number of local groups made competing claims to customary ownership of the formerly « waste and vacant » Daugo Island. After a long legal battle, the people of Tatana, a small island in the harbour, were judged the owners. The tactics of the claimants and the assessment criteria applied by the courts afford insights into changing legitimations of land claims under the rubric of custom.

KEYWORDS: lands rights, mythopœia, « custom », law, ownership

* Université de Newcastle (Australie), michael.goddard@newcastle.edu.au

La première administration coloniale en Nouvelle-Guinée britannique, qui constitue aujourd'hui une partie de la Papouasie Nouvelle-Guinée, prenait soin de reconnaître les droits fonciers coutumiers indigènes. Des Européens achetèrent de petites parcelles de terres à des groupes locaux et, de temps à autre, l'administration prit possession de terres jugées « à l'abandon et inoccupées », c'est-à-dire inhabitées, inutilisées et dont il était peu probable que les indigènes eussent besoin. Ces dernières acquisitions furent faites une fois des renseignements pris parmi des groupes locaux sur le statut des terres en question. Vers la fin de l'ère coloniale, on reconnut la coutume dans le domaine judiciaire et les cours comme les tribunaux s'engagèrent à traiter les litiges fonciers « selon la coutume locale ». Bien que la reconnaissance de la coutume, des titres coutumiers et, récemment, du « droit coutumier » ait été confortablement incorporée à la législation et à la jurisprudence mélanésiennes, le concept sous-jacent de « la coutume », souvent associé à « la tradition », reste connu pour poser un problème aux anthropologues et, en ce qui concerne les sociétés mélanésiennes, la littérature récente (Carrier, 1992 ; Demian, 2003 ; Keesing, 1989 ; Keesing et Tonkinson, 1982 ; Jolly, 1992 ; Turner, 1997) a remis en question assez intensivement son utilisation discursive.

Cet article étudie un procès qui dura vingt ans, suite aux revendications des droits fonciers d'une petite île près de Port Moresby, la capitale de la Papouasie Nouvelle-Guinée. Il fournit une occasion de découvrir si « la coutume » est effectivement reconnue et suivie lorsque des litiges fonciers sont entendus dans les cours de justice. Comme l'a fait remarquer Marilyn Strathern, non seulement la coutume est souple et sensible aux changements sociaux, mais « les protocoles utilisés pour déterminer la pertinence du 'droit coutumier', se réfèrent surtout à la *pratique* et donc à des règles, seulement dans la mesure où les pratiques actuelles les rendent pertinentes » (Strathern, 2004 : 2). La revendication étudiée ci-dessus, qui concerne l'île de Daugo, communément appelée Fisherman's Island, est un cas assez typique de ce point de vue puisque, non seulement la propriété coutumière y fut contestée par plusieurs groupes, mais elle dut être prouvée malgré une convention de longue date selon laquelle l'île revendiquée avait été « à l'abandon et inoccupée » lorsque l'administration coloniale l'acquiesça en 1889.

L'on pourrait soutenir que les tactiques des demandeurs du village de Tatana, qui furent finalement les « gagnants » de ce procès tortueux, et le genre de preuves proposées et prises en considération dans les tribunaux compétents, montrent qu'une compréhension des conventions de la jurisprudence servit mieux les plaignants que la coutume. Cela pourrait laisser supposer que « la coutume », qu'elle soit conçue comme « traditionnelle » ou comme souple et changeante, est une rubrique plutôt qu'une considération pratique dans les revendications de droits fonciers dans les cours de justice.

Les relations traditionnelles des Motu-Koita à la terre

Les habitants traditionnels de la terre, sur laquelle la ville de Port Moresby s'est développée, sont les Motu et les Koita. Ils se sont mariés entre eux et l'on parle souvent d'eux de façon collective comme les Motu-Koita. Les enquêtes linguistiques, orales et archéologiques (Dutton, 1969 ; Oram, 1981 ; Swadling, 1981) suggèrent qu'à un moment donné, dans un passé lointain, les Koita quittèrent un groupe de l'intérieur des terres, les Koiari, migrèrent vers la côte et s'allièrent aux Motu de l'ouest, qui construisaient leurs maisons au bord de la mer. Les Motu avaient des relations commerciales avec un peuple vivant très à l'ouest et à qui ils rendaient visite afin d'échanger contre du sagou les pots que fabriquaient leurs femmes. Ils avaient aussi de bonnes relations avec les Vula'a, qu'ils appelaient Hula, établis à environ 110 km vers l'est.

Le terme motu utilisé pour revendiquer des droits fonciers est *siahu*¹ dont on pourrait étendre le sens en français jusqu'à couvrir non seulement « l'autorité » et « le pouvoir » mais aussi, de façon plus significative peut-être, « la chaleur ». La chaleur était un concept fondateur important dans la cosmologie traditionnelle motu. Les ancêtres étaient immanents et pouvaient être approchés rituellement à travers la création de conditions de chaleur, sécheresse et lumière. On pouvait réaliser ces conditions au moyen d'un feu à un *irutahuna*, un espace social central puissant, mais aussi à travers certains régimes personnels, y compris des interdits alimentaires et l'abstinence sexuelle. Les individus pouvaient « se chauffer » dans ce contexte en mâchant du gingembre avec d'autres aliments reconnus pour développer les qualités de légèreté et de sécheresse. L'utilisation de la chaleur pour approcher les ancêtres permettait aux individus

1. Ceci pouvait être exprimé, par exemple, dans une phrase comme *Lau mai egu siahu...* – littéralement « J'ai mon siahu... ».

d'atteindre le pouvoir de ces ancêtres, une relation implicite dans l'extension de l'usage de *siahu* pour comprendre le pouvoir et l'autorité aussi bien que la chaleur.

Des liens généalogiques avec des ancêtres spécifiques légitimaient des récits du passé qui pouvaient comprendre, par exemple, des histoires sur le déplacement des ancêtres de lieu en lieu, établissant ou abandonnant des villages ou des jardins, livrant des batailles, tuant ou étant tués et enterrés. À travers ces récits, ceux qui parlaient réitéraient leur *siahu*, ou celui de leur groupe, pour habiter ou utiliser certains lieux auxquels ils faisaient référence ou y poursuivre différentes activités. Autrement dit, leur *siahu* provenait de la présence et des actions de leur ancêtre dans un endroit donné. Ces récits n'étaient pas exprimés pour revendiquer une vérité ni soumis à aucune preuve dans un sens légal ou philosophique européen. Ils étaient mythopoétiques. Par cela je veux dire, suivant une formulation succincte de Mimica, qu'ils faisaient partie « d'un mode d'activité de la conscience instrumentale dans la structuration de l'expérience du monde dans lequel les humains se trouvent » (Mimica, 1988 : 5). Inutile de dire que tout endroit donné pouvait constituer le sujet de récits divers et contradictoires, racontés par des individus et des groupes différents, à travers lesquels ils exprimaient leur *siahu* en rapport à ce lieu.

Si on appelle cette mythopœia « coutumière », l'on est obligé de reconnaître que, dans la coutume, les questions concernant le droit d'habiter une terre ne constituaient pas un ensemble de pratiques permettant une contestation discursive. Les récits appartenaient aux gens qui les racontaient en vertu de leur généalogie, et donc leur contenu n'était pas remis en question par d'autres individus ou groupes. Évidemment, l'occupation d'une terre, y compris l'entretien des jardins, était la forme de possession la plus sûre à n'importe quelle époque. Mais des récits réitérant le *siahu* rassemblaient le passé et le présent dans une expression de la possibilité d'occupation ou d'utilisation d'un lieu, en vertu de la présence d'un ancêtre, sans se soucier de son occupation physique par un groupe spécifique à un moment donné. Il s'ensuit que les questions de « droits fonciers » ne doivent pas être extraites de la cosmologie motu et examinées catégoriquement et typologiquement comme si elles étaient systématiques et quasi-légales – quoique parfois reconnues comme étant soutenues ou renforcées par des mythes (voir par exemple Hogbin et Lawrence, 1967 : xii). De telles abstractions déforment la compréhension phénoménologique de l'environnement comme

étant constitué d'endroits qui ont un sens pour les vivants grâce aux activités des ancêtres.

L'île de Daugo – Une histoire coloniale

Daugo est une île basse et plate, constituée surtout de sable au centre d'une barrière de corail, à 3 miles au large de la région de Port Moresby. Elle est longue d'environ 2 miles et demi, large d'un demi mile et elle culmine à une hauteur de 6 mètres. Le capitaine Owen Stanley l'aperçut de loin lors d'un voyage en 1850 et l'appela Fisherman's Island. Il ne voulut pas s'approcher de la terre de peur d'être attaqué (Stuart, 1970 : 243). En 1873, le capitaine John Moresby arriva dans la région en explorant la côte. Selon son propre récit, il s'arrêta à Daugo le 17 février, la trouvant couverte de broussailles. Il poursuivit ses explorations et finit par entrer dans le port qu'il nomma Moresby, et débarqua sur l'île où il trouva un puit et où les villageois de Tatana aidèrent son équipage à remplir leurs récipients d'eau. Il appela la partie intérieure du port Fairfax (Moresby, 1876: 149-152).

Moresby fut suivi par la *London Missionary Society* (LMS) et d'autres Européens, mineurs et aventuriers, ne tardèrent pas à arriver. Un protectorat fut proclamé en 1884 et la Nouvelle-Guinée britannique devint partie des dominions de la Reine en 1888. Une administration coloniale fut rapidement établie et William MacGregor, qui avait servi auparavant à Fidji, en devint le gouverneur. William MacGregor voulait utiliser l'île de Daugo, parmi d'autres endroits, pour y planter une cocoteraie. Une enquête locale ne trouva personne pour revendiquer l'île bien qu'elle fût utilisée pour pêcher et camper. En conséquence, Daugo fut acquis en 1889 en tant que « terre à l'abandon et inoccupée » (BNGAR, 1889-1890 : 15) – c'est-à-dire, inhabitée et inexploitée pour les cultures ou d'autres activités et donc ne présentant pour la population locale aucune utilité potentielle pour de telles activités.

Le gouvernement installa une plantation de cocotiers sur l'île de Daugo et des noix furent plantées par des prisonniers surveillés par Robert Hunter, un entrepreneur européen (BNGAR, 1889-1890 : 17 ; Dutton, 1985 : 222 ; Stuart, 1970 : 62). En 1890, de l'eau douce fut trouvée à l'extrémité ouest de l'île lors d'excavations d'exploration et deux puits furent construits (BNGAR, 1891-1892 : 87). L'île, classée terre de la couronne, fut officiellement exemptée de bail en 1907 (PQR, 1907 : 36). À peu près à la même époque, l'anthropologue C. G. Seligman signala la découverte de tessons de poterie sur

l'île de Daugo. Ils seraient par la suite reconnus comme datant d'environ 1 200 ans (Bulmer, 1971 : 56, 60).

En 1909, un poste de quarantaine, composé de deux petites maisons et d'abris, fut ouvert sur l'île et un homme appelé Navo fut employé comme gardien (PAR, 1909-1910 : 134 ; Stuart, 1970 : 244). Les descriptions concernant Navo varient. Selon l'une d'elles, il était « un des premiers membres du Armed Native Constabulary (police armée indigène), originaire des îles Salomon » et il avait un singe qui avait appartenu auparavant à Francis Barton, un administrateur parti en 1907 (Stuart, 1970 : 244). Tom Dutton le décrit comme « un habitant des mers du Sud » qui avait été le domestique de William MacGregor et qui « selon la tradition orale [...] est devenu fou et a terminé ses jours sur Fisherman's Island en s'occupant d'un singe ou d'un gorille » (Dutton, 1985 : 246). Ivan Champion, un résident européen de longue date de Port Moresby, se rappelait en 1969 que Navo était sur l'île quand il la visita pour la première fois en 1913 et il croyait, en raison de la petite taille de Navo, qu'il n'était pas comme certains l'avait cru, originaire de Fidji mais des Nouvelles-Hébrides. Il disait que Navo portait un tricorn et avait un singe. Des provisions lui étaient apportées par un magistrat résident itinérant et il avait un puits pour l'eau, peut-être creusé pour lui par l'administration (PNGLR, 1990 : 27-28).

La cocoteraie fut abandonnée vers 1911 et par la suite les arbres disparurent petit à petit. D'autres bâtiments furent ajoutés au poste de quarantaine en 1918 mais, en 1930, ils n'étaient plus utilisés et l'île de Daugo était devenue une destination très prisée des Européens de Port Moresby pour leurs sorties et pique-niques (Stuart, 1970 : 244). Les eaux autour de l'île étaient depuis toujours une zone de pêche appréciée des Motu. Des articles dans un journal local des années 1930 décrivaient des Motu de plusieurs villages et également des Hula, pêchant près de l'île et y ramassant du bois de chauffe (Gau, 1930 : 8 ; Anon, 1932 : 15, 1934 : 54). Au début des années 1950, le ministère de l'Aviation civile (DCA) construisit sur l'île une piste d'aviation avec des bâtiments. À partir du début de l'année 1957, la base devint moins importante, une partie du personnel fut retirée et elle ne servit plus qu'aux urgences et à la formation de pilotes (PNGLR, 1990 : 29 ; Stuart, 1970 : 244).

Les Hula, qui avaient pour tradition de camper et de fumer le poisson sur l'île de Daugo, commencèrent à s'y installer en 1953 et, à la fin de 1964, ils avaient établi une population de cent-quarante personnes, en amenant l'eau

potable du continent en pirogue (Oram, 1968b : 264, 1968c : 12). Ils sont restés sur Daugo dans une colonie en constante augmentation avec une population actuelle d'un millier de personnes et, ces dernières années, ils ont construit une école et une église à l'extrémité Est de l'île. La translittération hula de « Daugo » est *Rauko*, mais on l'appelle plus communément *Moukele* (hula : « île lointaine »).

Pendant les années 1960, des enquêtes archéologiques systématiques furent effectuées sur plusieurs sites autour de Port Moresby, y compris sur Daugo, où C. G. Seligman avaient signalé l'existence de tessons (voir ci-dessus). L'ancienne poterie de Daugo fut datée d'il y a environ 1 200 ans et, combinée avec d'autres preuves dans la région de Port Moresby, fut considérée comme attestant d'une occupation par un peuple qui, par la suite, migra à Boera (à l'ouest) que l'on pensait avoir été un important complexe villageois il y a environ mille ans (Bulmer, 1971 ; Swadling, 1981 : 245). Il ne semblait y avoir aucune preuve que quiconque y eût établi une colonie dans la période datant d'il y a environ 1 200 ans jusqu'à l'arrivée des Européens. Un universitaire remarqua :

« L'occupation de l'île désertique de Daugo semble, selon les traditions, avoir été en général temporaire et sporadique. Cet avis est corroboré par les groupes isolés et épars de tessons de poterie à la surface de l'île. Les possibilités archéologiques de l'île paraissent se limiter à une collecte en surface. » (Lambert, 1969 : 416)

Un autre archéologue déclara :

« À ma connaissance, aucun village permanent ne se trouvait sur les îles près de la côte dans les premiers temps de l'histoire, quoique certaines, comme Daugo, servissent de campements aux pêcheurs ou aux marchands. » (Bulmer, 1971 : 50)

La revendication de l'île de Daugo

En Papouasie Nouvelle-Guinée, l'un des développements en matière de politique et de droit fonciers de l'époque coloniale des années 1960 fut la création de la *Land Titles Commission* (Commission pour les titres fonciers) (LTC) en 1963. Parmi d'autres choses, la LTC avait la compétence exclusive d'entendre et de juger les litiges et les revendications concernant la propriété ou l'utilisation de terres selon ce qu'on appelait alors « la coutume indigène », y compris les litiges pour établir si une terre était ou n'était pas une terre indigène (*Land Titles Commission act*, 1962 : s15). La LTC fut inondée de revendications foncières provenant de toute la Papouasie

Nouvelle-Guinée dans les premières années suivant sa création. En 1964, quatre revendications foncières concernant l'île de Daugo furent déposées auprès de la LTC de la part de groupes appartenant aux villages voisins de Roku, Gorohu, Kido, Tatana et Vabukori. Au fur et à mesure que l'affaire se poursuivait à travers toute une série d'appels et de réauditions pendant deux décennies, le nombre de demandeurs augmenta : en 1977, il y avait onze groupes représentant Tatana, Vabukori, Hanuabada, Elevala, Porepora, Roku, Gorohu, Kido et Hula. En 1984, Alukuni, à l'est de l'autre côté de Hula, et Hisiu, à l'ouest de l'autre côté de Boera, étaient aussi représentés.

La LTC tentait de régler de telles revendications foncières selon « la coutume indigène », un concept encombrant avec son propre héritage colonial. Au début de l'époque coloniale, « la coutume » était à peine définie mais faisait référence à une gamme très variée de comportements sociaux indigènes considérés comme étant en désaccord significatif avec les normes européennes. En Nouvelle-Guinée britannique, le *Native Board Regulations* (Conseil pour les règlements indigènes) créé en 1889 – suivi en 1908 par le *Native Regulations* (Règlements indigènes) – servait de mécanisme administratif pour séparer des comportements sociaux indigènes indésirables d'un ensemble général de « coutumes » acceptables. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, l'administration considérait « la coutume » de manière ahistorique, comme un ensemble de croyances et de pratiques de valeur légale et morale équivoque parmi lesquelles il fallait distinguer celles qu'on pouvait tolérer de celles qu'on ne pouvait pas. Il n'existait aucune énumération de « coutumes indigènes » (sauf quelques-unes considérées comme indésirables). L'attitude officielle s'exprimait dans la doctrine selon laquelle on permettait aux coutumes traditionnelles de perdurer à moins qu'elles ne fussent contraires aux « principes de l'humanité ».

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'administration commença à reconnaître l'insuffisance de sa conception de « la coutume ». Dans les années 1960, on commençait à suggérer que, bien que la coutume ne fût pas l'équivalent systématique de la loi européenne et serait difficile à rationaliser à des fins juridiques, il fallait en tenir davantage compte dans les tribunaux (Derham, 1960 : 35-36). La section 4 du *Native Customs (Recognition) Act* (Loi sur [la reconnaissance des] les coutumes indigènes) de 1963 stipulait de façon tautologique que « la coutume » signifiait

« la coutume ou l'usage des habitants aborigènes du territoire [...] que cette coutume ou usage existât depuis la nuit des temps ou non »². Une « Remarque sur la coutume indigène » dans un manuel juridique de 1965 reconnut la difficulté à définir la coutume et il y était écrit que la loi pouvait admettre que les coutumes étaient imprécises et changeantes (Quinlivan, 1965 : 1-22).

Lorsque l'affaire Daugo fut entendue par la LTC, les circonstances avaient considérablement changé depuis les années 1920 quand l'administrateur colonial Hubert Murray avait considéré que les litiges fonciers pouvait être réglés « sans soulever de questions discutables de droit ou de coutume » (Murray, 1926 : 7). On parlait désormais de la coutume comme si elle contenait une sous-catégorie, « le droit coutumier », auquel on pouvait légitimement s'en remettre en particulier dans le cas de revendications foncières. On essayait de travailler et d'enquêter sur le droit coutumier dans les sociétés de la Papouasie Nouvelle-Guinée, souvent spécifiquement par rapport aux questions foncières. Dans le cas des Motu-Koita, par exemple, un document sur « la Coutume foncière indigène » avait été rédigé par J.C.B. Bramell, membre du précurseur de la LTC, la *Native Land Commission* (Commission pour les terres indigènes). Le document de Bramell fut considéré comme une source fiable en matière juridique et fut utilisé en tant que référence par la LTC et des cours supérieures. Bramell avait un point de vue relativement optimiste de « la coutume foncière » pour son époque, reconnaissant « qu'elle ne reste pas constante » et prévenant « qu'il fallait éviter le mot « possession » car l'indigène ne considère pas que l'on possède la terre dans le sens où un Européen l'entend » (Bramell, 1964 : 1). Bramell remarqua également que les Motu utilisaient le terme *siahu* par rapport à la terre, mais il omit d'explorer son extension dans un contexte cosmologique, le présentant comme signifiant seulement « un droit ou intérêt » (1964 : 1) et ne faisant aucune référence à « la chaleur ». Son interprétation juridique des attitudes motu vis-à-vis de la terre excluait toute compréhension mythopoétique, comme le démontre sa remarque sur des revendications concurrentes de l'époque chez les Motu et les Koita concernant des terres à Port Moresby :

« Malheureusement il n'y a aucun moyen d'atteindre la vérité surtout lorsque la légende devient la base de leur argumentation. » (Bramell 1964: 3)

2. Au moment de l'indépendance, cette définition fut entérinée dans la constitution de la Papouasie Nouvelle-Guinée (annexe 1.2), le mot « territoire » remplacé par « pays ».

Comme d'autres Européens de son temps, Bramell utilisait la parenté – ou plus spécifiquement, les principes de descendance – comme pierre de touche de sa compréhension des questions foncières, ce qui en fait limitait le fond de sa discussion à la politique de *l'utilisation* des terres. La nature réductrice du document de Bramell est un bon exemple du paradoxe dans les efforts de la loi pour reconnaître « la coutume » dans son traitement des revendications foncières. Tandis que les cours de justice en Papouasie Nouvelle Guinée admettent théoriquement des « preuves traditionnelles » y compris « l'histoire orale, les légendes et la mythologie » (Kalinoe, 2004 : 61), elles doivent évaluer les revendications selon des critères de preuves qui les obligent à se baser sur le genre de preuves dont l'authenticité peut être vérifiée. À cet égard, les principes de descendance sont plus faciles à traiter que la mythopoeia et cette dernière doit être légitimée ou renforcée par d'autres « preuves » juridiquement recevables. Ceci fut un problème fondamental dans l'affaire Daugo car, pour les premiers colons européens, il avait semblé n'y avoir aucun signe d'habitation récente, pourtant un certain nombre de groupes prétendaient en être les « propriétaires » traditionnels. La LTC avait besoin de « preuves » autres qu'un ensemble de légendes.

Au début de l'affaire, ce furent des preuves documentaires et des témoignages européens qui servirent à évaluer les revendications. En plus des rapports annuels et des documents officiels qui avaient survécu et témoignaient des circonstances et des événements au moment de l'acquisition de Daugo, la LTC consulta également le récit publié par Moresby de son arrivée à Port Moresby (Moresby, 1876). Une déposition écrite fut faite par un éminent Européen, résident de longue date, qui écrivit ses souvenirs d'une visite à l'île de Daugo pendant son enfance, et corrobora la plupart des informations qu'on avait pu glaner sur le poste de quarantaine, le « Fidjien » avec le singe et la plantation abandonnée (PNGLR, 1990 : 27-28, 33).

Contre cet ensemble de témoignages, il y avait des revendications foncières basées pour la plupart sur des témoignages oraux selon lesquels on pêchait et campait sur l'île de Daugo avant l'arrivée des Européens (PNGLR, 1979 : 237-239). L'exception notable fut la revendication des habitants du village de Tatana qui prétendaient avoir vraiment vécu et cultivé la terre sur Daugo. Ils prétendaient aussi avoir planté des cocotiers sur l'île (à l'encontre des preuves écrites stipulant que des arbres furent plantés sur l'île par des prisonniers travaillant pour la plantation de

l'administration). Au fur et à mesure que les auditions se poursuivaient, on visita l'île de Daugo où des témoins Tatana indiquèrent des tessons de poterie et des sites qu'ils affirmaient être ceux de leur village, de leurs jardins et d'un point d'eau. Des témoins Tatana prétendaient aussi que leurs grands-parents avaient travaillé sur l'île ou y vivaient lorsque Moresby arriva, qu'ils avaient vraiment rencontré Moresby sur l'île à son arrivée, que William MacGregor ou Robert Hunter leur avaient dit de quitter l'île, qu'ils y avaient entretenu des jardins à cette même époque, qu'ils avaient rencontré le Fidjien avec le singe, qu'ils avaient donné la permission à l'administration d'y installer le poste de quarantaine ainsi que la piste d'aviation (PNGLR, 1979 : 225-229). Les revendications des habitants de l'île de Tatana, en contradiction avec le contenu de documents historiques utilisés comme preuves, furent tout particulièrement développées lors d'une audience en 1977 pendant laquelle Bobby Gaigo et Madeha Resena, deux habitants de l'île de Tatana, sans aucune formation juridique mais qui représentaient leur propre groupe, interrogèrent avec acharnement et agressivité les autres demandeurs. Le commissaire par intérim de l'époque, dans une déclaration écrite sous serment lors d'une audience d'appel au Tribunal National, dit de Gaigo : « Si on le lui avait permis, je suis sûr qu'il aurait même interrogé les geckos au plafond » et de Resena qu'il « ne manquait jamais une occasion de soumettre à un interrogatoire et à un contre-interrogatoire tous et quiconque étaient disponibles » (PNGLR, 1979 : 235).

Au cours des auditions, des considérations archéologiques furent mises en avant. Celles-ci n'étaient pas les articles détaillés de revues universitaires de Susan Bulmer (1971 ; 1975) et d'autres – qui avaient conclu que l'île de Daugo n'était plus habitée depuis le groupe de potiers non identifiés d'il y a plus de mille ans – mais des rapports de deux archéologues, F. J. Allen et M.-J. Mountain, proposés comme preuves. Ceux-ci évitaient toute datation précise de la présence humaine, en disant de façon générale que c'était avant le contact avec les Européens et qu'il y avait aussi des traces de jardins. Les circonstances du rapport d'Allen sont inconnues, mais Mountain avait été contacté directement par Bobby Gaigo qui lui avait demandé d'examiner et de donner son avis sur les vestiges de Daugo. La LTC ne jugea aucun des deux rapports comme étant des preuves concluantes de peuplement par les gens de Tatana (PNGLR, 1979 : 222-223, 238). Les contradictions dans les témoignages des onze groupes de demandeurs, tout

comme les différences entre l'histoire orale des demandeurs tatana et le contenu des divers documents consultés par la LTC, contribuèrent fortement à la décision du commissaire par intérim en 1977 selon laquelle les preuves étaient insuffisantes pour affirmer que Daugo appartenait à l'un de ces groupes. Il déclara l'île de Daugo propriété de l'administration, acquise en tant que terre « à l'abandon et inhabitée », mais que les descendants des anciens habitants de Gorohu, Porebada, Roku, Tatana, Hanuabada et Vabukori avaient le droit de camper, pêcher et cueillir les produits naturels sur l'île (PNGLR, 1979 : 218).

Les demandeurs Tatana firent appel et en février 1978 l'affaire fut portée devant le Tribunal national. La base de l'appel des demandeurs Tatana se résumait à une attaque au fusil de chasse sur la conduite de l'audition de la LTC en 1977. Un des appelants, Naime Daure, était représenté par un avocat et déposa deux plaintes selon lesquelles le commissaire par intérim avait commis des erreurs judiciaires. Mais Gaigo et Resena, qui n'étaient pas représentés par des avocats, présentèrent une liste de vingt-trois plaintes portant sur des témoignages dont on n'aurait pas tenu compte, le refus de certains documents soumis à la cour, le rejet de certaines demandes d'interrogatoire de témoins, et d'autres conduites qu'ils croyaient avoir été préjudiciables (PNGLR, 1979 : 219-221). Le rapport du juge concernant l'appel disait :

« Ils avaient besoin d'aide en matière de procédure et il a fallu un certain temps avant que leurs appels ne fussent en règle. Tandis que Madaha Resena et Bobby Gaigo se comportèrent avec courtoisie et dignité devant moi et montrèrent qu'ils possédaient chacun une certaine compétence en tant qu'avocats amateurs, leur maîtrise de la langue anglaise et de la langue juridique était telle qu'il ne m'était pas toujours facile de comprendre leurs doléances. » (PNGLR, 1979 : 219)

Le Tribunal national autorisa le renvoi des plaintes, reconnaissant que, quelle que fût la façon dont elles étaient rédigées, elles étaient conformes aux termes selon lesquels, dans la section 38 du *Land Titles Commission Act* (Loi de la commission pour les titres fonciers), des appels pouvait être faits. En août 1979, une nouvelle audition de l'affaire fut ordonnée, non pas en raison des manquements prétendus du commissaire par intérim, mais pour la raison plus technique (en référence au *Land Titles Commission Act*) que l'on ne pouvait déterminer si la décision de la LTC était fondée sur une erreur judiciaire ou allait à l'encontre de la majorité des preuves.

L'audience d'appel au Tribunal national marqua un tournant dans le sort des demandeurs de Tatana. Le tribunal qui réexamina les preuves était de toute évidence moins sceptique devant les témoignages des gens de Tatana que ne l'avait été le commissaire par intérim et était impressionné par l'étendue des connaissances de l'histoire de l'île de Daugo qui apparaissaient dans les dépositions des témoins (PNGLR, 1979 : 225-229). Le rapport du juge parla de la nécessité pour une cour ou un tribunal d'être satisfait de l'authenticité des « faits » qui leur étaient présentés et posa la question de la crédibilité et de la fiabilité des témoins et de savoir si les preuves écrites et orales étaient satisfaisantes. Mais il fit remarquer aussi la pénurie inévitable de preuves écrites de la part des demandeurs étant donné que la Papouasie avait été jusqu'au tournant du vingtième siècle « une société en grande partie analphabète » et avertit qu'il fallait tenir particulièrement compte des preuves orales même si elles étaient des rumeurs (PNGLR, 1979 : 211-215). De plus, la cour suggéra que le commissaire par intérim avait commis l'erreur de penser que l'affaire devait être prouvée avec la même rigueur (c'est-à-dire hors de tout « doute raisonnable ») que celle appliquée à un crime dans une cour d'assises, plutôt que sur l'évaluation des probabilités, une charge de preuves moins lourde qui aurait dû être appliquée dans une audience civile telle que celle de la LTC (PNGLR, 1979 : 241-242).

À la suite et en tenant compte des remarques du Tribunal national, une nouvelle audience commença en mars 1982 et une décision fut finalement rendue en avril 1985. Selon cette décision, l'île de Daugo n'avait pas été « à l'abandon et inhabitée » avant juin 1890, mais avait été occupée, cultivée et utilisée par les habitants du village de Tatana pour leurs jardins, pour des campements semi-permanents afin de ramasser des coquillages et d'en faire des produits manufacturés, pour la fabrication de pots en terre, le lancement de voyages Hiri et pour la pêche et la cueillette. Elle avait aussi été utilisée par les habitants des villages de Vabukori, Hanuabada, Poreporena, Elevala, Porebada, Gorohu et Roku et les Hula pour pêcher et pour y camper dans le seul but de pêcher. Elle fut jugée la propriété des habitants du village de Tatana, avec cette servitude que les Vabukori, Hanuabada, Popoporena, Elevala, Porehada, Gorohu, Roku et Hula avaient le droit d'y pêcher et d'y venir temporairement dans le seul but de pêcher (PNGLR, 1990 : 25, 1991 : 184).

Les recherches de Bobby Gaigo

Lorsque Tatana revendiqua l'île de Daugo auprès de la LTC, trois individus représentèrent ses intérêts, Bobby Gaigo, Madaha Resena et Naime Daure. Bobby Gaigo devint le fer de lance de la revendication tatana. Gaigo avait abandonné les études avant même de finir l'école primaire (Gaigo, n.d.a : 2), mais avait continué à essayer de s'instruire en lisant les journaux locaux et internationaux lorsqu'il arrivait à se les procurer et, ce qui est révélateur, en passant du temps à la bibliothèque municipale et (à partir de la fin des années 1960) à la bibliothèque universitaire (n.d.a : 4). Il apprit aussi à taper un peu à la machine. Malgré le fait qu'il n'ait pas eu de formation juridique, Bobby Gaigo développa une capacité à lire et interpréter des textes de loi et servit de conseiller juridique et de représentant improvisé aux autres habitants de l'île.

Pendant les années 1970, alors que la revendication Daugo était en cours, Bobby Gaigo commença à produire des récits écrits de l'histoire de l'île de Tatana et des pratiques sociales de ses villageois. Dans chacun d'eux, commençant avec un court passage sur les pratiques de pêche, la partie d'introduction comprenait une revendication de droits fonciers importants. Le premier commence comme suit :

« Selon nos traditions, les ancêtres des gens qui habitent actuellement le village de Tatana formaient la première communauté dans la région de Port Moresby. Leur population était importante, comme l'étaient leurs terres. Nous occupions des terres autour du port de Fairfax et, au large, les îles de Daugo et Gemo. L'on peut voir d'anciens sites de villages en plusieurs endroits, dont un assez grand sur l'île de Daugo. » (Gaigo, 1977 : 176)

Dans des articles ultérieurs, il donna plus de détails en faisant une liste de sites continentaux précis se composant des côtés nord et ouest du port et plus loin jusqu'à Malara (Gaigo, 1979 : 88, 1982 : 302, n.d.b : 2). En fort contraste avec les traditions orales de migration et de déplacement généralement présentées par les Motu-Koita, y compris les habitants de l'île de Tatana par le passé (Bulmer, 1971 : 45 ; Oram, 1968a : 83, 1981), les écrits de Bobby Gaigo représentaient les gens de Tatana comme le premier peuple de la région (1977a : 143, 1977b : 176, 1980 : 209)³. En effet, il déclara que d'autres Motu négocièrent avec les gens de Tatana pour avoir le droit de s'installer dans des sites tels que Hanua-

bada (1979 : 90). Gaigo attribua la nette différence entre la sagesse populaire nourrie des traditions orales collectives d'autres groupes motu-koita et ses propres revendications à la priorité territoriale et à la propriété foncière importante des gens de Tatana aux choix opérés par des chercheurs européens qui, prétendait-il, n'ont jamais consulté les gens de Tatana. Les détails de cette revendication révèlent l'étendue de ses propres lectures car il fit une liste des gens qu'il considérait comme complices des déformations de la préhistoire locale, incluant même les dates de publication (Gaigo, 1979 : 96).

Le dernier écrit de Gaigo, un document sans date de vingt-cinq pages qu'il tapa lui-même après 1979 et déposa à la bibliothèque de l'université de PNG, fournit le compte rendu le plus élaboré des relations de Tatana avec l'île de Daugo (Gaigo, n.d.b). Dans celui-ci, il prétend que ses ancêtres « trouvèrent et découvrirent » Daugo et les îles voisines et que personne d'autre n'y allait jamais pendant l'époque précédant les premiers contacts. L'île ressemblait à une jungle avec des arbres énormes et des cocotiers plantés par des gens de Tatana qui y avaient un village permanent et y fabriquaient des pots. Les villageois de Tatana abimèrent les cocotiers plantés par l'administration, mirent le feu à la région, menacèrent les officiers de l'administration et tentèrent de tuer le « Fidjien » Navo (Gaigo, n.d.b : 1-9). Plus loin, il prétendit avoir vécu à Daugo dans sa jeunesse, y avoir fait des jardins et planté des cocotiers. Le document reprenait les dépositions des témoins Tatana lors des revendications foncières, dont certains selon Gaigo étaient centenaires, et inclut pour référence une liste de documents produits pendant les auditions de la LTC et de la Cour supérieure (Gaigo, n.d.b : 12-23). En gros, c'était une affirmation répétitive et dogmatique d'une relation exclusive entre les habitants du village de Tatana et l'île de Daugo. Bien que l'article contredît beaucoup de preuves historiques concernant Daugo, tout comme certains éléments de la propre histoire de Gaigo sur Tatana et qu'il contînt un certain nombre d'incohérences, il témoigne de recherches documentaires considérables de la part de Gaigo.

La coutume légale et le droit coutumier

Associés aux dépositions des témoins tatana dans la revendication foncière de Daugo, qui contenait des interpolations aussi embrouillées

3. Pendant les auditions des revendications foncières concernant Daugo, un officier de la LTC remarqua que les témoins Tatana (dont on estimait que certains avaient entre soixante-dix et quatre-vingts ans) paraissaient « ne rien savoir de l'histoire de leurs ancêtres avant l'installation du village de Tatana » (PNGLR, 1979).

de l'histoire populaire, les écrits de Gaigo démontrent une compréhension sophistiquée des exigences des procédures judiciaires civiles et de la valeur que les Européens attachent aux sources documentaires et à l'établissement de « faits » historiques. Bien que ses propres écrits ne fussent pas utilisés dans la revendication foncière de Daugo, il consignait une version de l'histoire à l'attention des futurs spécialistes à la manière d'autres qu'il avait consultés pendant ses propres recherches pour la revendication. Parmi tous les demandeurs, y compris les Hula, dont l'utilisation constante de Daugo dans le passé était particulièrement documentée tout au long de l'époque coloniale, les habitants de Tatana reconnurent l'importance de démontrer à la cour une connaissance détaillée des faits historiques et de s'associer à ces faits. Leur capacité à se positionner en tant qu'acteurs de l'histoire populaire de l'île devint essentielle pour convaincre la cour de leurs droits fonciers sur l'île.

« La coutume » ne joua qu'un petit rôle dans l'affaire. Le sens traditionnel de *siahu* n'avait pas de rapport *a priori* parce que l'affaire était une revendication de « propriété » démontrée selon des principes de probabilité, exigeant des demandeurs qu'ils prouvent raisonnablement qu'ils avaient habité cette île et utilisé ses ressources pendant une certaine période de l'histoire. Ceci obligea les cours à considérer la **crédibilité** des témoignages des demandeurs en la mesurant aux « faits » historiques fournis par des preuves écrites et des témoignages européens. *Siahu*, affirmant la simultanéité mythopoétique du passé et du présent, l'expression incontestable de la potentialité d'occupation ou d'utilisation d'un lieu en vertu de la présence d'un ancêtre, n'avait aucune légitimité dans le tribunal, comme la remarque de Brammell selon laquelle « la légende » entravait la recherche de « la vérité » (1964 : 3) l'avait laissé présager.

Mais même dans sa représentation pragmatique et démythologisée de Bramell, « la coutume foncière » *motu-koita* ne répondait pas aux exigences de la cour, puisqu'elle se limitait aux questions de parenté et de partage de terres entre groupes, tenant pour acquis la possession collective des terres qui était en question dans l'affaire Daugo. Pour déterminer la propriété « coutumière » au tribunal, il s'agissait de mettre en balance les dépositions orales sous serment des demandeurs et celles d'autres témoins et des preuves écrites. L'ensemble des écrits de Bobby Gaigo était très éloigné des récits mythopoétiques qui, comme il s'en rendait compte, ne satisferaient pas aux critères réels selon lesquels on

prouvait la propriété « coutumière » dans les cours de justice. Tandis que les conventions juridiques affirment que le processus établissant des liens généalogiques avec les actes d'ancêtres apicaux est coutumier et donc légitime, et même justifié dans les revendications foncières (voir par exemple Kalinoe, 2004), les demandeurs tatana étaient conscients de la coutume judiciaire qui consistait à vérifier la probabilité de telles preuves en les comparant à d'autres preuves tenues pour être des faits.

Malgré une rubrique affirmant que la LTC traitait les conflits à propos de la possession ou de l'utilisation de terres selon la coutume, les tactiques employées par les demandeurs gagnants et les critères d'évaluation utilisés par la LTC et les Cours supérieures révèlent un processus de débats et de jugements qui ressemble à celui employé dans d'autres affaires civiles et non coutumières dans le système judiciaire introduit. L'affaire Daugo, loin d'être un exemple de l'application de la coutume ou du droit coutumier, démontre une négociation habile de la procédure judiciaire par les demandeurs gagnants, reconnaissant l'importance des recherches historiques et la présentation de preuves qui résistent au test de la probabilité. En prouvant « la possession coutumière », les demandeurs tatana exposèrent le paradoxe sous-jacent aux vérifications judiciaires des droits fonciers coutumiers, implicites dans la reconnaissance anthropologique selon laquelle traditionnellement la terre n'était pas « possédée » du tout. Les relations coutumières à la terre, illustrées dans le concept *motu* de *siahu*, ne se prêtent pas à une interrogation dans une cour de justice et, par conséquent, sont préservées par d'autres moyens.

Il y a probablement de l'ironie, alors, dans la réalité sociale au-delà de la salle d'audience à la suite de la revendication foncière de Daugo. Les Hula, qui vivaient sur l'île pendant la durée de l'affaire, continuent à le faire dans des maisons bien construites et permanentes. Ils ont une école, une église et des équipes sportives qui concourent dans les ligues locales. Tous les jours des bateaux amènent régulièrement de l'eau douce sur l'île et ils continuent à pêcher dans les eaux locales comme ils le font depuis plus d'un siècle selon des documents historiques, ou depuis un lointain passé ancestral selon leurs traditions orales. Les habitants de l'île de Tatana habitent toujours Tatana. Ils n'ont pas enregistré l'île sur laquelle ils avaient prouvé leur droit foncier au tribunal, ce qui reflète une appréhension courante chez les Papous de la Nouvelle Guinée selon laquelle, une fois des terres coutumières enregistrées, elles risquent d'être aliénées

ou perdues. La nostalgie anthropologique pourrait encourager à interpréter les écrits de Bobby Gaigo, dont deux font référence à ses ancêtres (Gaigo, 1979 : n.d.b), comme une affirmation du *siahu*, c'est-à-dire une expression de l'occupation ou de l'utilisation potentielles de l'île de Daugo, en vertu de la présence de ses ancêtres, sans se soucier de son occupation physique par les Hula (l'occupation étant coutumièrement la forme la plus sûre de possession à tout moment). Mais l'on est en train d'appliquer un autre genre de chaleur au territoire motu-koita. Une partie importante des terres autour du port (toujours le sujet de dispute entre les Tatana et d'autres groupes) a été perdue dans des projets de développement, tels une zone industrielle et portuaire de 55 hectares et une raffinerie de pétrole. D'autres aménagements sont prévus pour l'avenir, ce qui va sans doute affecter les villages motu-koita des alentours. Il est peu probable qu'une appréciation du contexte mythopoeique du *siahu* soit prise en compte dans les négociations judiciaires et économiques que ces projets engendreront entre les partis concernés.

BIBLIOGRAPHIE

- ANONYMOUS, 1932. Hula Markets, *Papuan Villager* 4 (2), p. 15.
- , 1934. A Boy accidentally Speared while Fishing, *Papuan Villager* 6 (7), p. 54.
- BRAMELL J. C. B., 1964. Notes on Native Land Custom – Port Moresby region, Mimeo, New Guinea Collection, University of Papua New Guinea.
- BNGAR (*British New Guinea Annual Report*), 1889-1890, 1890-1891.
- BULMER Susan, 1971. Prehistoric settlement patterns and pottery in the Port Moresby area, *Journal of the Papua and New Guinea Society* 5 (2), pp. 29-91.
- , 1975. Settlement and economy in prehistoric Papua New Guinea, *Journal de la Société des Océanistes* 46, pp. 7-75.
- CARRIER James, 1992. Introduction, in J. Carrier (ed.), *History and Tradition in Melanesian Anthropology*, Berkeley, University of California Press, pp. 1-37.
- DEMIAN Melissa, 2003. Custom in the Courtroom, Law in the Village: Legal Transformations in Papua New Guinea, *Journal of the Royal Anthropological Institute* 9 (1), pp. 97-115.
- DERHAM David, 1960. *Report on the System for the Administration of Justice in the Territory of Papua New Guinea*, University of Melbourne (Unpublished).
- DUTTON Tom, 1969. *The Peopling of Central Papua*, Canberra, Pacific Linguistics Series D, Monograph 9.
- , 1985. *Police Motu: Iena Sivarai*, Port Moresby, University of Papua New Guinea Press.
- GAIGO Bobby, 1977a. Present-day fishing practices among the people of Tatana village in Fairfax Harbour, Papua New Guinea, in B.A.C. Enyi and T. Varghese (eds), *Agriculture in the Tropics: Papers delivered at the Tenth Waigani Seminar, PNG University of Technology, Lae 2-8 May 1976*, University of Papua New Guinea Press, pp. 143-149.
- , 1977b. Present day fishing practices in Tatana village, in John H. Winslow (ed.), *The Melanesian Environment*, Canberra, Australian National University Press, pp. 176-181.
- , 1979. The History of Tatana Village, National Capital District Central Province, *Oral History* 7 (5), pp. 88-102.
- , 1980. Social Disorder, in Richard Jackson (ed.), *Urbanisation and its Problems in Papua New Guinea*, Waigani, University of Papua New Guinea, Proceedings of the 1979 Waigani Seminar on Urbanisation, p. 209.
- , 1982. Past and present fishing practices among the people of Tatana Village, Port Moresby, in L. Morauta, J. Pernetta and W. Heaney (eds), *Traditional Conservation in Papua New Guinea: Implications for Today*, Boroko, Institute of Applied Social and Economic Research, Monograph 16, pp. 301-302.
- , n.d.a. The Young Bobby Gaigo of Tatana Island, mimeo, Waigani, Attorney General's Dept library.
- , n.d.b. The History of Tatana, mimeo, Michael Somare Library, University of Papua New Guinea.
- GAU Toua, 1930. Fishing on the reef by the Poreporena People, *Papuan Villager* 2 (7), p. 8.
- HOGBIN Ian and Peter LAWRENCE, 1967. *Studies in New Guinea Land Tenure*, Sydney, Sydney University Press.
- JOLLY Margaret, 1992. Specters of Inauthenticity, *The Contemporary Pacific* 4 (1), pp. 49-72.
- KALINOE Lawrence, 2004. The bases of ownership claims over natural resources by indigenous peoples in Papua New Guinea, in L. Kalinoe and J. Leach (eds), *Rationales of Ownership In Contemporary Papua New Guinea*, London, Sean Kingston Publishing, pp. 57-78.
- KEESING Roger, 1989. Creating the Past: Custom and Identity in the Contemporary Pacific, *The Contemporary Pacific* 1, pp. 19-42.
- KEESING Roger and Robert TONKINSON (eds), 1982. Reinventing Traditional Culture: The politics of kastom in island Melanesia, *Mankind* 13 (4), Special Issue.
- LAMBERT R. J., 1969. Some archaeological sites of the Motu and Koiari areas, *The History of Melanesia: Proceedings of the 2nd Waigani Seminar*, University of Papua New Guinea, pp. 411-419.
- MIMICA Jadran, 1988. *Intimations of Infinity: The Cultural Meanings of the Iqwaye Counting and Number System*, Providence, Berg Publishers.

- MORESBY John, 1876. *Discoveries and Surveys in New Guinea and the d'Entrecasteaux Islands: A Cruise of HMS Basilisk*, London, John Murray.
- MURRAY Hubert, 1926. Native custom and the government of primitive races with especial reference to Papua, paper read to 3rd Pan-Pacific Science Congress in Tokyo, Port Moresby, Govt Printer.
- ORAM Nigel, 1968a. Taurama-Oral sources for a study of recent Motuan Prehistory, *Journal of the Papua and New Guinea Society* 2 (2), pp. 79-91.
- , 1968b. Culture change, economic development and migration among the Hula, *Oceania* 38 (4), pp. 243-275.
- , 1968c. The Hula in Port Moresby, *Oceania* 39 (1), pp. 1-35.
- , 1981. The History of the Motu-speaking and the Koita speaking Peoples according to their own Traditions, in D. Denoon and R. Lacey (eds), *Oral Tradition in Melanesia*, Port Moresby, The University of Papua New Guinea and the Institute of Papua New Guinea Studies, pp. 207-229.
- PAR (*Papua Annual Report*) 1907-1908, 1909-1910.
- PNGLR, 1979. *Papua New Guinea Law Reports 1979*, National Court of Justice: Re Fisherman's Island, pp. 202-246.
- , 1990. *Papua New Guinea Law Reports 1990*, National Court of Justice: Madaha Resena, Raho Gaigo and Igo Oala v. The Independent State of Papua New Guinea, pp. 22-42.
- QUINLIVAN P. J., 1965. Handbook of the Law of the Territory of Papua and New Guinea, mimeo, Port Moresby, Dept of the Attorney General.
- SELIGMAN C. G., 1910. *The Melanesians of British New Guinea*, Cambridge, Cambridge University Press.
- STRATHERN Marilyn, 2004. Introduction: rationales of ownership, in L. Kalinoe and J. Leach (eds), *Rationales of Ownership In Contemporary Papua New Guinea*, London, Sean Kingston Publishing, pp. 1-12.
- STUART Ian, 1970. *Port Moresby Yesterday and Today*, Sydney, Pacific Publications.
- SWADLING Pamela, 1981. The Settlement History of the Motu & Koita Speaking People of the Central Province, Papua New Guinea, in D. Denoon and R. Lacey (eds), *Oral Tradition in Melanesia*, Port Moresby, The University of Papua New Guinea and the Institute of Papua New Guinea Studies, pp. 240-251.
- TURNER James West, 1997. Continuity and Constraint: Reconstructing the Concept of Tradition from a Pacific Perspective. *The Contemporary Pacific* 9 (2), pp. 345-381.
- TURNER W. Y., 1878. The Ethnology of the Motu, *Journal of the Anthropological Institute of Great Britain and Ireland* 7, pp. 470-499.